



Perspectives chinoises

2008/4 | 2008

La ville, Laboratoire de la Chine de demain

Benoît Vermander, Chine brune ou Chine verte? Les dilemmes de l'État-Parti

Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007, 212 p.

Jean-Paul Maréchal



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5157>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 120-122

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Jean-Paul Maréchal, « Benoît Vermander, Chine brune ou Chine verte? Les dilemmes de l'État-Parti », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2008/4 | 2008, mis en ligne le 01 octobre 2008, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/5157>

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© Tous droits réservés

Benoît Vermander, Chine brune ou Chine verte? Les dilemmes de l'État-Parti

Paris, Les Presses de Sciences Po, 2007, 212 p.

Jean-Paul Maréchal

- 1 rois décennies après sa conversion brillamment réussie à l'économie de marché, et sept ans après son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, la Chine est désormais confrontée à un entrelacs de défis sociaux et environnementaux susceptibles d'hypothéquer, à brève échéance, une partie des succès patiemment engrangés. Les décisions qui seront prises par l'équipe dirigeante au cours des toutes prochaines années pourraient aussi bien, explique Benoît Vermander, précipiter le pays dans une crise structurelle que l'engager dans une nouvelle dynamique. En fait, selon l'auteur, la Chine hésite entre deux paradigmes : celui de la « Chine brune » et celui de la « Chine verte ». La première expression désigne une stratégie articulant contrôle social, poursuite d'un fort taux de croissance quel qu'en soit le prix social et écologique et, enfin, maximisation immédiate, sur la scène internationale, des avantages liés à l'ascension du pays. Par la seconde, il faut entendre la conjonction d'une libéralisation politique et de la promotion du développement durable ainsi que de la coopération internationale.
- 2 Il s'agit naturellement de deux options polaires, de deux idéal-types qui délimitent plus le champ des possibles qu'elles ne fixent des programmes de gouvernement, et entre lesquelles il est naturellement loisible d'imaginer une constellation de choix possibles. Mais des choix malaisés à opérer pour les autorités qui doivent « optimiser » tensions internes et contraintes externes, autrement dit mettre simultanément (et idéalement) en oeuvre la « société harmonieuse » (rebaptisée « développement scientifique » depuis 2007) sur la scène intérieure et l'« ascension – ou le développement – pacifique » sur la scène internationale. De ces choix dépendront tout à la fois le visage de la Chine mais aussi celui du monde, tant l'empire du Milieu est désormais devenu, sur tous les plans, un acteur global.

- 3 Les tensions internes résultent notamment de la montée des inégalités et de la crise écologique. Ainsi, selon un rapport publié en 2006 par l'Académie chinoise des sciences sociales, les 10 % des familles chinoises les plus riches détiennent près de la moitié (45 %) des biens privés tandis que les 10 % les plus pauvres s'en partagent moins de 2 %. En 2005, le décile le plus riche de la population bénéficiait d'un revenu presque 12 fois plus élevé que le décile le plus bas. À ces inégalités, d'une ampleur comparable à celles que l'on observe en Amérique latine, s'ajoutent de nombreux problèmes liés à la répartition de la terre, à la santé, à l'éducation, aux conditions de travail (4 700 morts dans les mines chaque année)... Quant aux problèmes écologiques, ils se manifestent à toutes les échelles et dans tous les milieux récepteurs (eau, air sols). Certains chiffres se passent de commentaires : la pollution extérieure de l'air causerait, chaque année, entre 350 000 et 400 000 décès, celle de l'eau 60 000 et l'on attendrait, d'ici 2020, environ 20 millions de réfugiés écologiques. Cinq des dix villes les plus polluées au monde sont situées en Chine, 70 à 80 % des cancers diagnostiqués à Pékin sont liés à l'environnement et le niveau de l'eau sous la capitale a baissé de 37 mètres en 40 ans. Enfin, mais la liste pourrait être facilement allongée, 161 accidents écologiques graves sont survenus en 2006.
- 4 On n'est donc pas étonné, dans ces conditions, d'apprendre que l'année 2005 a vu se produire 87 000 protestations de plus de 100 personnes, dont 50 000 liées à la pollution.
- 5 À ces contraintes internes s'ajoutent le problème de la gestion de la puissance économique du pays sur la scène internationale. En effet, comment tirer au mieux parti de plusieurs années de croissance ininterrompue à deux chiffres sans froisser les susceptibilités ? Sans éventuellement entrer dans des conflits commerciaux ou stratégiques qui pourraient s'avérer ruineux ? La doctrine chinoise tient en deux mots « ascension pacifique » ou « développement pacifique » (cette seconde formulation étant jugée moins agressive). Par cette expression popularisée en 2003, les dirigeants désignent un principe d'action qui articule : l'assimilation (au moins dans le discours) des intérêts chinois avec ceux des pays en développement, le maintien du principe de la noningérence, la proclamation du caractère pacifique de la culture chinoise et le soutien au multilatéralisme en ce qu'il permet de dissoudre d'éventuels antagonismes à l'ascension chinoise.
- 6 La jointure entre les équations interne et externe est réalisée par ce que certains nomment le « consensus de Pékin », à savoir la doctrine selon laquelle « les questions politiques [internes] ne peuvent être abordées qu'une fois le développement économique parvenu à un certain niveau ». Tout cela débouche sur un « multilatéralisme conditionnel », c'est-à-dire sur le maintien par Pékin d'un équilibre entre engagement multilatéral (la Chine a, par exemple, adhéré à l'AIEA, au TNP, a signé 30 conventions sur l'environnement, s'abstient plus qu'elle n'utilise son droit de veto à l'ONU...) et instrumentalisation des principes de la coexistence pacifique (respect mutuel, nonagression...). Comme l'analyse Benoît Vermander, la conception chinoise du multilatéralisme demeure « fondée sur la construction de consensus ad hoc régulés et tempérés par les prérogatives de la souveraineté nationale. » Dit autrement, « la Chine se sent plus à l'aise dans un "constructivisme" de long terme que dans une gestion multilatérale des crises internationales ».
- 7 Reste que le Parti communiste chinois est confronté à des contestations domestiques croissantes liées, comme on l'a vu, aux problèmes écologiques et sociaux, mais également au fait que plus une économie se développe, plus les enjeux et les demandes se font diverses et complexes. Si bien que, parallèlement aux succès qu'il a permis à la Chine de

remporter tant sur le plan politique qu'économique, et qui lui assurent une forte légitimité au sein de la population, le PCC pourrait être victime aussi bien d'une poursuite de la modernisation de la société (comment limiter des pouvoirs que l'on a commencé à concéder ?) que d'une crise économique et sociale grave (qui pourrait conduire à son éclatement). « S'il se transforme trop peu, le PCC perd prise avec la société. S'il se transforme trop, il perd son essence et sa cohérence » (p.166). Pour l'heure le PCC semble être plus fragilisé par la corruption qui altère son image et par certains problèmes de « gouvernance » du pays que par une demande sociale forte de démocratisation à l'occidentale, solution qualifiée d'« impasse » par Hu Jintao. D'où l'idée, préconisée par ce dernier, de développer, de façon prudente, la démocratie au niveau des 73 millions de membres que compte le Parti, démarche que les théoriciens de l'École du Parti désignent par l'expression de « démocratie consultative ».

- 8 Alors ? Chine brune ou Chine verte ? Comment l'Europe peut-elle aider l'empire du Milieu à choisir la bonne branche de l'alternative ? La solution, selon Benoît Vermander, réside dans une attitude ouverte et pragmatique que ne renieraient pas les théoriciens des jeux, à savoir : « jouer le jeu de l'engagement multilatéral partout où la Chine y contribue de façon positive, et [...] déroger à ses règles normales là où la Chine elle-même s'y soustrait, cela afin de faire en sorte que le "multilatéralisme conditionnel" de la Chine ne soit pas identique à une instrumentalisation des principes qui fondent la confiance et la coopération internationales. » Il s'agit donc d'engager toujours plus profondément le pays dans des discussions qui édifient progressivement les règles de la gouvernance mondiale. D'où quatre pistes de réflexion et d'action pour l'Union européenne : faire du développement durable et de la diversité culturelle l'axe majeur de la relation avec Pékin, travailler à favoriser tout ce qui, au sein de la société civile chinoise, favorise l'émergence d'une « Chine verte », garantir les équilibres stratégiques avec les États-Unis et, enfin, ne pas jouer l'Inde contre la Chine. C'est à ces conditions que, selon l'auteur, la Chine aura plus de chances de virer au vert qu'au brun.
- 9 En acquérant le statut d'acteur global sur l'échiquier international, statut illustré une nouvelle fois en septembre 2008 par la première sortie dans l'espace d'un « taïkonaute », la Chine a fait de ses évolutions intérieures des questions qui concernent tout un chacun. On est donc reconnaissant à Benoît Vermander de nous faire bénéficier, dans un style toujours limpide, de sa profonde connaissance du monde chinois et de nous aider ainsi à saisir certains des enjeux essentiels du siècle qui s'ouvre.

AUTEUR

JEAN-PAUL MARÉCHAL

Maître de conférences dans le département d'économie de l'Université de Rennes 2.